

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre a refusé de répondre à la question sur les hélicoptères.

Cependant, je rappelle que la semaine dernière, la ministre de la Défense a déclaré que si l'on demandait des renseignements à ce sujet à son ministère, celui-ci donnerait une liste de programmes qu'il éliminerait avant le programme d'achat d'hélicoptères.

J'aimerais que le premier ministre dise comment il se fait que certains programmes du ministère de la Défense ont encore moins de raison d'être que l'achat d'hélicoptères destinés à la guerre froide? Quand le gouvernement prendra-t-il des mesures au sujet de ces programmes, s'ils existent, pour que le ministère de la Défense nationale ou d'autres ministères cessent de jeter l'argent par les fenêtres?

Une voix: Si quelqu'un peut répondre à cette question, c'est bien vous.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, étant donné ce que l'on sait du gaspillage de deniers publics par le député, je crois qu'il peut difficilement nous donner des leçons là-dessus. Il devrait faire attention.

Une voix: Il devrait faire très attention.

• (1420)

M. Mulroney: Sauf le respect que je dois au député, je dirai que son passage à la tête du Conseil du Trésor a été l'un des pires épisodes de l'histoire du Canada pour ce qui est du gaspillage de deniers publics. Les chiffres sont là. Nous serions heureux de les déposer pour servir de base à un débat.

Pour ce qui est des dépenses du ministère de la Défense nationale, nous avons eu un débat. . .

Une voix: D'autres nominations dégueulasses à venir?

M. Mulroney: Le député dit: «D'autres nominations dégueulasses à venir». Nous venons. . .

Une voix: Qui ça, nous?

M. Mulroney: Je viens de nommer Lucie Pépin, une ancienne députée libérale, pour un mandat de dix ans à la Commission nationale des libérations conditionnelles.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Encore une fois, le premier ministre élude la question, qui est pourtant fort simple.

La semaine dernière, la ministre de la Défense nationale a déclaré qu'elle réduirait peut-être le nombre d'hélicoptères. Il y a un mois, elle affirmait qu'on ne pouvait se permettre de renoncer à un seul de ces 50 appareils.

J'aimerais donc savoir quand le gouvernement abandonnera ce projet. Nous n'en avons nullement besoin. Nous gaspillerons 5,8 milliards de dollars. Nous avons besoin de cet argent pour résorber le déficit et promouvoir la croissance économique au Canada.

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, le programme entraînera la création de 45 000 années-personnes dans un secteur de haute technologie du Canada.

Je voudrais signaler au chef de l'opposition officielle que 12 milliards de dollars ont été retranchés du budget du ministère de la Défense nationale depuis 1989. Il est donc évident que le gouvernement s'est fixé des priorités en matière de dépenses et que le ministère de la Défense nationale a procédé à des compressions.

Il convient également de préciser les options qui s'offrent à nous. Nous n'avons pas à choisir entre l'achat d'hélicoptères et l'abandon du projet, mais bien entre l'achat, à l'intention des membres de nos forces armées, d'hélicoptères munis de la technologie des années 90 et la rénovation au coût de 2,5 milliards de dollars d'hélicoptères vieux de 40 ans qui, au bout de cinq ou dix ans, devront être remplacés.

Si telle est la politique économique des libéraux, monsieur le Président, les députés de ce côté-ci de la Chambre ne veulent y être associés ni de près ni de loin.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à l'intention du premier ministre.

Son ministre de la Défense nationale assure qu'elle peut éliminer le déficit en cinq ans, alors que son ministre de l'Environnement prétend pouvoir le faire en quatre ans seulement. Je voudrais que le premier ministre nous dise avec lequel des deux il est d'accord, la ministre de la Défense nationale ou le ministre de l'Environnement. Ou est-il d'accord avec son ministre des Finances qui a dit pas plus tard qu'en décembre dernier que «même si le gouvernement cessait toutes ses activités, il ne réussirait pas à faire disparaître le déficit»?

Y a-t-il quelqu'un dans la bande d'en face qui sache vraiment ce qu'il fait?